



# RDC: les prémices d'une révolution

« Quand la dictature est un fait, la révolution devient un droit. » — Victor Hugo

Tout avait pourtant bien commencé entre Félix Tshisekedi et le peuple congolais. Le 24 janvier 2019, quelques minutes après avoir brandi la Constitution de la RDC, le nouveau Président annonçait avec panache le retour de la paix, l'instauration de l'État de droit et la fin des antivaleurs. Six ans plus tard, il s'apprête à changer la Constitution, le pays est en guerre, l'État de droit n'existe plus, et la corruption est devenue systémique.

Alors que les rebelles du Mouvement du 23 Mars (M23) viennent de s'emparer de la stratégique ville de Goma ce 29 janvier 2025 et que leur percée vers Bukavu ne fait plus aucun doute, ce qui nous est présenté comme une invasion pourrait en réalité constituer les prémices d'une révolution congolaise. Si le narratif propagandiste de Kinshasa a pu séduire une partie de la communauté internationale, il n'en reste pas moins que les faits sont têtus, et que l'histoire, elle, ne ment pas.

Une révolution ne surgit jamais de nulle part. Elle est le produit d'un contexte et le résultat d'une suite d'événements. Toutes les révolutions modernes ont un socle et des critères communs : une économie à la dérive, une restriction des droits et libertés, une justice politisée, une corruption endémique, une population brimée et contrariée, et enfin une rupture de la confiance entre le peuple et ses dirigeants.

Un simple regard objectif sur la RDC suffit à réaliser que les conditions nécessaires à une révolution sont déjà réunies. Les récents événements à l'Est pourraient ainsi revêtir une dimension tout autre que celle que Kinshasa et la communauté internationale refusent d'admettre. Ce qui se joue n'est pas tant lié à la souveraineté d'une nation qu'à la revendication d'une population qui exigera bientôt des comptes à son tyran.

## Un homme sans parole

Maître dans l'art de transformer ses alliés en ennemis, Félix Tshisekedi a trahi tous ses partenaires. En 2018, les opposants au camp Kabila, qui avaient réussi à présenter un ticket unique pour les élections du 23 décembre, seront les premiers à en faire les frais. Moins de 24 heures après leur accord, Tshisekedi retirait tout simplement sa signature, entraînant avec lui son futur Directeur de Cabinet, Vital Kamerhe, qui passera d'ailleurs par la case prison quelques mois plus tard.

Tshisekedi brisera aussi l'accord de gouvernement FCC-CACH forgé avec la famille politique de son prédécesseur Joseph Kabila, dont il aimait dire qu'il le "déboulonnerait." *Béton* trahira même ses plus proches alliés au sein de son parti, l'UDPS. Jean-Marc Kabund sera arrêté et emprisonné officiellement pour outrage au chef de l'État. En réalité, son seul tort aura été de dénoncer la mauvaise gestion et la prédation qui sévissent au sommet de l'État.

Mais la principale victime des trahisons de Tshisekedi, c'est le peuple. Celui qui s'était présenté comme le champion du peuple et le défenseur des faibles a fait exactement l'opposé de ce qu'il avait promis. Aucune promesse n'a été tenue. Aucun dossier-clé n'a abouti. Au lieu du "peuple d'abord", ce fut sa famille d'abord, puis son clan, ses amis, la classe politique... et enfin le peuple, ces 100 millions de Congolais taillables et corvéables à merci.

Qui en RDC peut encore placer ses espoirs en ce leader dont les paroles et les actes s'entrechoquent en permanence?

## Un pouvoir corrompu

Jamais les structures de gouvernance de la RDC n'ont été aussi dysfonctionnelles que sous le Président Tshisekedi. Corruption, trafic d'influence, abus de biens sociaux et détournements de fonds publics sont devenus les fondamentaux de son administration. Celui qui avait pourtant promis la justice sociale aura finalement appauvri davantage une population déjà fragile.

Au hit-parade des scandales figure l'emblématique programme d'urgence des "100 jours", véritable tour de passe-passe qui fera disparaître près de 400 millions de dollars des caisses de l'État.

Le peuple congolais se souviendra également du fiasco “Tshilejelu”, un projet de construction de routes dont près de 70% des fonds décaissés se perdront dans des commissions douteuses.

Les Congolais n’oublieront pas non plus la taxe sur le registre des appareils mobiles (RAM) qui aura rapporté des centaines de millions au clan Tshisekedi. Selon l’Observatoire de la Dépense Publique, 40 % des revenus de cette taxe n’ont jamais été tracés.

Au-delà de ces scandales, les Congolais ont eu droit aux pires pratiques de non-gouvernance: des cabinets ministériels dépassant leur budget de 900 %, une impunité honteuse pour les détourneurs de fonds, et des ingérences flagrantes. Cette trahison systématique alimente une colère légitime au sein de la population.

## **L'Est abandonné**

Bunagana, cité commerciale à la frontière de l’Ouganda, est devenue malgré elle le symbole de la rupture entre les autorités de Kinshasa et l’Est de la RDC. Livrés à eux-mêmes depuis le printemps 2022, les habitants de Bunagana supplient le gouvernement d’intervenir, mais peine perdue!

À Kinshasa, la vie suit son cours comme si de rien n’était, au grand dam des Kivutiens totalement délaissés. Pire, des officiers des FARDC auraient facilité la prise de Bunagana en tant que complices du M23. En réalité, les habitants du Masisi, Rutshuru ou encore Nyiragongo sont devenus des laissés-pour-compte totalement ignorés par le pouvoir de Tshisekedi. Pour ces oubliés de la République, l’AFC de Corneille Nangaa représente un espoir de changement face à l’inaction du pouvoir. En 6 ans seulement, Tshisekedi a détruit l’heritage de paix que son prédécesseur lui a légué. Les Congolais le savent et tôt ou tard ils exigeront que des comptes leurs soient rendus.

## La naissance d'un dictateur

Détentions arbitraires, procès inéquitables, restrictions des libertés : il ne fait pas bon être opposant, journaliste ou militant des droits humains sous Félix Tshisekedi.

Lors de son premier passage à Bruxelles, il avait déclaré : « Je ne suis pas un dictateur. » Aujourd'hui, il contrôle la Cour constitutionnelle et la CENI, muselant ainsi toute opposition.

Dans sa course vers le pouvoir absolu, le nouvel autocrate de Kinshasa ne fera pas dans la dentelle. Claudel Lubaya, Seth Kikuni, Moise Katumbi, Mike Mukebayi, Oly Ilunga, Salomon Kalonda, Barnabé Kikaya, Stanis Bujakera, Steve Wembi, Hubert Djoko, Albert Lokongo, Daniel Ngoy Mulunda, pour n'en citer qu'une poignée ont tous subi l'ire d'un pouvoir qui ne tolère ni la critique ni la contradiction.

À l'acmé de sa dérive autocratique, Felix Tshisekedi offrira au monde le spectacle d'un scrutin bâclé et d'un simulacre électoral: délais allongés, irrégularités, opacité, contestations... Tout cela sous le regard effaré d'une communauté internationale bien trop timide.

Plus récemment, l'interdiction pour les journalistes de couvrir objectivement l'avancée du M23 est un signal alarmant.

## Une diplomatie confuse

Sur le plan international, Tshisekedi alterne rapprochements et ruptures. Le moins que l'on puisse dire est que Félix Tshisekedi aura tout fait pour se mettre à dos ses partenaires. En mars 2019, le Président Congolais jouait la carte du rapprochement avec Kigali mettant les petits plats dans les grands pour son «frère» le Président Kagame reçu en grandes pompes à Kinshasa. Sans surprise, la lune de miel ne durera que quelques mois et fera place à un ton belliqueux et à une rhétorique incendiaire. Le frère redeviendra l'ennemi numéro un.

La diplomatie de Tshisekedi sera également marquée par la curieuse omniprésence de l'Ambassadeur américain Mike Hammer. L'encombrant monsieur *Nzita* occupera très rapidement un rôle de quasi-conseiller du

Président Congolais, générant au passage un risque de malaise pour certains pays européens qui jusque là, bénéficiaient d'une proximité historique avec le Congo. Tshisekedi opérera de toute façon un virage à 180 degrés et se tournera vers la Chine, actuellement premier partenaire commercial de la RDC. (50% des exportations).

En Mars 2022, Tshisekedi signe l'adhésion de la RDC à la East African Community (EAC). Un nouveau fiasco. En moins de deux mois, les relations avec le Kenya et le Rwanda s'enveniment et se détériorent. En résumé, la diplomatie du Président Tshisekedi semble aller dans tous les sens, donnant l'impression d'un navire désorienté.

Comment obtenir un réel soutien de la communauté internationale lorsque pendant 6 années la RDC n'a fait que défaire la nuit ce qu'elle faisait le jour? Cette diplomatie confuse nuit fortement à la crédibilité de la RDC sur la scène internationale.

Pour toutes ces raisons, nous recommandons à la communauté internationale de mesurer l'ampleur de ce qui se joue en RDC et de laisser au peuple congolais la liberté d'exprimer ce qu'il refoule depuis six ans. Les récents événements à l'Est du pays ne sont que la manifestation visible d'une révolte latente. L'histoire a montré que lorsque les dirigeants ferment les yeux sur les souffrances de leurs citoyens, ces derniers finissent par prendre leur destin en main. Félix Tshisekedi, autrefois porteur d'un immense espoir, est désormais perçu par une large partie de la population comme le symbole du chaos, de promesses trahies et de dérives autocratiques.

À mesure que les villes tomberont, la voix du peuple se libérera, et le monde comprendra qu'il ne s'agit pas d'une invasion, mais bien d'une révolution.



Sim Ndaye K.

[www.knstrategies.com](http://www.knstrategies.com)

[knstrategies@gmail.com](mailto:knstrategies@gmail.com)